

Le lâchage de l'Afghanistan par Washington, un avertissement pour l'Ukraine

ANALYSE

Une centaine d'avions et d'hélicoptères, des chars, des systèmes lance-roquettes, 5 000 soldats défilant sur l'artère principale de Kiev... L'Ukraine a – littéralement – sorti l'artillerie lourde, mardi 24 août, pour marquer le trentième anniversaire de son indépendance. Une célébration hautement symbolique pour cette ancienne République soviétique, en guerre depuis sept ans dans le Donbass, contre des séparatistes soutenus par la Russie.

Trente ans après la chute de l'URSS, le pays ne cesse de frapper à la porte de l'Union européenne et de l'OTAN, dans l'espoir d'échapper à l'emprise de Moscou. En juillet, le président russe, Vladimir Poutine, a encore affirmé, dans un long texte sur « l'unité historique » des deux pays, que les Russes et les Ukrainiens formaient « un seul peuple ».

Face à la menace que représente, à ses yeux, l'ancien « grand frère » devenu ennemi, Kiev comptait sur la présence des dirigeants étrangers pour s'afficher à ses côtés lors des célébrations de l'indépendance et prouver qu'il pouvait compter sur leur soutien. Malgré un contexte international tendu, lié au retrait chaotique des troupes américaines d'Afghanistan, plusieurs d'entre eux, dont le président polonais, Andrzej Duda, le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, et la secrétaire américaine à l'énergie, Jennifer Granholm, ont assisté à la cérémonie. La veille, les représentants de 46 pays avaient également répondu présent pour la première « Plate-forme de Crimée », une journée spéciale organisée par Kiev pour appeler à la fin de l'occupation de la péninsule ukrainienne, annexée par la Russie en 2014. Ulcéré, le Kremlin a fait pression sur plusieurs Etats pour les dissuader de venir. L'Azerbaïdjan a ainsi renoncé à la dernière

minute. Malgré l'absence du président américain, Joe Biden, et de la chancelière allemande, Angela Merkel, représentés au niveau ministériel, le bilan de ce forum – censé devenir un « organe consultatif et de coordination » pour faire revenir la Crimée dans le giron ukrainien – est jugé encourageant. « Le fait que 46 pays aient signé la déclaration finale désignant la Russie comme "puissance occupante" est un signal fort : l'Ukraine n'est pas seule », estime Oleksiy Melnyk, codirecteur du centre de réflexion Razumkov.

Le soutien en demi-teinte des alliés de Kiev dans ces deux événements symboliques n'est pas de nature à rassurer totalement les Ukrainiens. Depuis quelques mois, ils sentent cet appui vaciller dangereusement aux Etats-Unis et en Europe. En juin, la proposition franco-allemande de relancer le dialogue avec Moscou, en organisant un sommet des Vingt-Sept avec le président russe, a pris l'Ukraine par surprise. Le projet a avorté face au tollé rencontré dans le reste de l'Europe, mais il lui a laissé un goût amer.

Arbitrages défavorables

Un mois plus tôt, les Etats-Unis avaient déjà infligé une douche froide à l'Ukraine, son partenaire stratégique, en décidant, contre toute attente, de renoncer à sanctionner les acteurs principaux de Nord Stream 2, le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne, via la mer Baltique, sans passer par l'Ukraine. Cette mesure a été vécue comme une trahison à Kiev, où les autorités alertent depuis des années sur le danger « extrêmement grave », économique et sécuritaire, que représente Nord Stream 2 pour le pays.

Mais les Etats-Unis aspirent désormais à nouer une relation pragmatique et stable avec la Russie, loin des turbulences de l'ère Trump. Ils souhaitent aussi ménager l'Allemagne, allié-clé et partenaire de la Russie dans Nord Stream 2 : ils ont besoin d'elle pour tenter de rallier l'Europe à une ligne dure face à la Chine, et le gazoduc est déjà achevé à plus de 95 %. Leur décision de retirer les troupes d'Afghanistan après vingt ans de présence et 1 000 milliards de dollars de dépenses a, elle aussi, sonné comme un avertissement en Ukraine : le soutien des Etats-Unis n'est ni éternel ni inconditionnel, l'intérêt national américain prime. « La débâcle afghane signifie-t-elle que les Etats-Unis peuvent également abandonner l'Ukraine un jour ? », s'interroge la

LES ÉTATS-UNIS NE COMPTENT PAS JOUER LA CONFRONTATION AVEC LA RUSSIE SI LEURS INTÉRÊTS EN DÉPENDENT

presse locale. Les autorités ukrainiennes, tout occupées à tenter de faire évacuer leurs ressortissants, ne commentent pas. La réponse ne fait en revanche pas de doute aux yeux de Moscou, que la débâcle américaine place en position de force.

Mais l'Afghanistan n'est pas l'Ukraine. « La position américaine n'a pas changé [à l'égard de cette dernière] », assure un diplomate à Kiev. Le risque de voir les Etats-Unis tourner le dos à l'Ukraine semble d'autant moins probable que « les dirigeants occidentaux ne peuvent pas se permettre de mettre de côté la menace que représente la Russie », affirme Oleksiy Melnyk. Or, dans ce rapport de force mondial, « l'Ukraine fait figure de ligne de front », assure-t-il. « Ce pays est un atout pour les Etats-Unis face à la Russie, renchérit le même diplomate. Ils n'ont pas intérêt à l'abandonner, ce serait perçu comme une preuve de faiblesse » à Moscou.

Depuis le début de la guerre dans le Donbass et l'annexion de la Crimée, l'Ukraine ne cesse d'alerter ses partenaires occidentaux : il ne s'agit pas d'une simple affaire ukrainienne, mais d'un enjeu de sécurité internationale. Le message passe de mieux en mieux, juge-t-on à Kiev. L'ancienne République soviétique est aujourd'hui moins isolée qu'en 2014 face à la Russie, comme l'a prouvé le soutien international massif dont elle a bénéficié en avril, lorsque Moscou a massé 100 000 soldats à ses frontières. Mais, comme vient de l'apprendre Volodymyr Zelensky, le jeune président ukrainien, un ancien comédien novice en politique, Washington ne compte pas jouer la confrontation avec la Russie si ses intérêts en dépendent, et les arbitrages peuvent être parfois défavorables à l'Ukraine. M. Zelensky devra garder cela en tête s'il veut s'éviter une nouvelle désillusion lors de sa rencontre avec Joe Biden, le 31 août, à Washington. ■

FAUSTINE VINCENT
(SERVICE INTERNATIONAL)

DEPUIS LE DÉBUT DE LA GUERRE DANS LE DONBASS ET L'ANNEXION DE LA CRIMÉE, KIEV NE CESSE D'ALERter SES PARTENAIRES OCCIDENTAUX

Déforestation | PAR SELÇUK



LE LIVRE

L'INTERDICTION DU VOILE INFLUENCE LA SCOLARITÉ DES FILLES

Sur une question ancienne, mais toujours âprement débattue, l'économiste Eric Maurin apporte un éclairage inédit. L'enquête qu'il a menée sur l'interdiction du port du voile à l'école conclut en effet que cette mesure s'est traduite par une spectaculaire, massive et durable amélioration des performances scolaires des jeunes filles de familles musulmanes.

Précisons que, dans son livre *Trois leçons sur l'école républicaine*, Eric Maurin aborde deux autres sujets – l'inspection des professeurs, les classes préparatoires –, mais c'est surtout cette « leçon » sur le voile qui retiendra l'attention et qui ne risque guère de plaire à ceux qui qualifient de liberticide la loi du 15 mars 2004 interdisant aux élèves de l'enseignement public le port de signes religieux ostensibles. Cette loi est aujourd'hui toujours perçue par une part minoritaire de l'opinion comme une violence symbolique à l'encontre des musulmans, une part qui, selon un sondage de l'IFOP de mars 2021, atteint 37 % chez les lycéens, au nom du principe que « chacun s'habille comme il veut ».

Le principal repère temporel retenu par Eric Maurin pour faire la différence entre avant et après l'interdiction du voile n'est pourtant pas 2004 mais 1994, année où François Bayrou, alors ministre de l'éducation, publie le 20 septembre une circulaire portant la même interdiction, cinq ans après « l'affaire » inaugurale du voile de trois collégiennes de Creil (Oise), en 1989.

Pour bâtir son enquête, l'économiste s'est d'abord attaché à identifier statistiquement les personnes issues de familles musulmanes. A cette fin, il a croisé les données de l'enquête « Trajectoires et origines », conduite conjointement, à partir de 2008 par l'Institut national d'études démographiques (INED) et l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), et celles de l'enquête emploi annuelle de l'Insee, qui indique la nationalité des personnes à la naissance.

Davantage de bachelières musulmanes

Une fois un « groupe musulman » ainsi constitué, il a comparé les niveaux de diplôme atteints par les femmes ayant achevé leurs études secondaires avant la circulaire de 1994 – soit les dernières générations scolarisées avant l'interdiction du voile – ainsi que les générations suivantes. L'enquête révèle que, parmi les femmes du premier groupe, nées en France avant 1970, seules 50 % ont atteint un niveau de diplôme au moins égal au baccalauréat, contre 62 % de leurs homologues du groupe non musulman. Cette inégalité n'est pas propre aux femmes car, dans les mêmes générations, on constate, parmi les hommes du groupe musulman, un déficit de bacheliers de 12 points par rapport aux non musulmans (42 % contre 54 %).

Pour les femmes nées vingt ans plus tard, au début des années 1990, donc scolarisées largement après l'interdiction de 1994 et âgées d'au moins 15 ans un an après la loi de 2004, le déficit de bachelières du groupe musulman a été divisé par deux, passant de 12 à 6 points : 68 % au niveau baccalauréat ou plus, contre 74 % pour le groupe non musulman. On pourrait imaginer que cette amélioration sensible s'explique par une évolution sociétale d'ensemble, touchant aussi bien les filles que les garçons, mais il n'en est rien : après l'interdiction du voile, la différence chez les garçons, entre bacheliers musulmans et non musulmans, est toujours de 12 points, comme avant.

En procédant aux mêmes comparaisons, mais cette fois sur les générations nées au début des années 1980, qui ont atteint la puberté après la circulaire de 1994 mais ont achevé leur scolarité secondaire avant la loi de 2004, Eric Maurin constate que la réduction du déficit de bachelières est déjà, pour l'essentiel, réalisée. Ce qui tendrait à en attribuer l'origine plutôt à la circulaire, la loi n'ayant fait qu'entériner une évolution déjà engagée.

Une scolarité plus apaisée

Une analyse fine, une année de naissance après l'autre, confirme la rapidité de cette évolution. D'autres facteurs que l'interdiction du voile peuvent-ils également expliquer l'amélioration sensible des niveaux de diplôme des filles, et seulement des filles ? L'économiste n'en trouve pas. Son hypothèse, confortée par l'étude de différents sous-groupes au sein du groupe musulman, est que cette interdiction aurait contribué à désamorcer les conflits suscités par le port du voile au sein des familles les plus traditionnelles, permettant aux jeunes filles de poursuivre une scolarité plus apaisée.

Sur ce type d'enquête sociologique, les désaccords entre spécialistes s'expriment habituellement à travers la mise en cause de « biais méthodologiques ». Eric Maurin, polytechnicien, professeur à l'École d'économie de Paris, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), n'est pas n'importe qui, et ses travaux sont a priori crédités d'un certain niveau de qualité. Nul doute cependant, vu le potentiel polémique du sujet abordé, mais aussi sa complexité, qu'il trouvera des contradicteurs et aura la tâche d'y répondre. ■

LUC CÉDELLE